

BRÈVES HEBDOMADAIRE

Russie

Une publication du SER de Moscou

Semaine du 15 décembre 2025

1 EUR = 94,51 RUB

SOMMAIRE

POLITIQUES SECTORIELLES.....2

Énergie.....2

Stagnation attendue de la production et des exportations de charbon russes.....2

Transport aérien2

Prolongation du régime spécial d'exploitation des avions étrangers3

Prévisions revues à la baisse pour le trafic aérien russe en 20253

Industrie4

Restrictions accrues sur les équipements de mesure importés4

Essais de production de GAC à Saint-Pétersbourg.....4

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES.....5

Poursuite de la banque centrale de Russie contre Euroclear5

Probabilité de saisie des actifs de Rio Tinto en Mongolie suite au litige avec Rusal6

Mesures confiscatoires à l'égard de Raiffeisenbank.....6

Politiques sectorielles

Énergie

Stagnation attendue de la production et des exportations de charbon russes

Vedomosti, 18 décembre – Selon l'Agence internationale de l'énergie, la production et les exportations de charbon russes devraient stagner sur la période 2025-2030. Après une légère hausse de la production en 2025 (+0,5 % à 427 Mt), celle-ci reculerait progressivement à 425 Mt en 2027 puis 422 Mt en 2030. Le charbon thermique serait le plus affecté (304–305 Mt en 2025 puis 300 Mt en 2030), tandis que le charbon à coke progresserait à 122 Mt en 2025 (+13 %) avant de se stabiliser. Les exportations diminueraient de 198 Mt en 2024 à 197 Mt en 2025 (-0,5 %), 191 Mt en 2027 et 187 Mt en 2030 (-5 %), sous l'effet d'une demande mondiale plus faible, de la pression des sanctions et de la réorientation géographique de la production vers l'Extrême-Orient russe au détriment du bassin du Kouzbass. Les experts russes interrogés jugent toutefois ce scénario prudent : si les prix à l'export se redressent vers 90-100 USD/t à partir de 2028, la production pourrait remonter vers 450–460 Mt et les exportations autour de 200 Mt à l'horizon 2030. L'écart entre les projections de l'AIE et les objectifs plus ambitieux de la stratégie énergétique russe traduit ainsi une forte incertitude, la trajectoire du secteur dépendant avant tout de la conjoncture des prix, des coûts logistiques et de l'accès durable aux marchés asiatiques. Pour mémoire, la stratégie énergétique de la Russie à l'horizon 2050 prévoit une production de charbon portée à 530,1 Mt en 2030 dans le scénario cible (491,6 Mt dans le scénario inertiel), avec des exportations atteignant 266,7 Mt et 243,5 Mt respectivement.

Transport aérien

Prolongation du régime spécial d'exploitation des avions étrangers

Vedomosti, 15 décembre – L'Association russe des exploitants du transport aérien a sollicité le ministère des Finances et le ministère des Transports pour prolonger l'application du décret gouvernemental N°412, qui encadre depuis mars 2022 l'exploitation par les compagnies russes d'avions étrangers appartenant à des loueurs occidentaux. Selon l'association, les appareils de Airbus, Boeing et Embraer restent le socle du transport de passagers en Russie, une part significative de la flotte demeurant juridiquement détenue par des sociétés étrangères. Le décret N°412, déjà prolongé jusqu'à fin 2026, permet aux compagnies de ne pas restituer les avions loués avant le 24 février 2022, d'assurer leur maintenance selon des normes russes et d'effectuer les paiements de leasing en roubles sur des comptes spéciaux de type « C ». Les transporteurs estiment cette prolongation indispensable pourachever les procédures de règlement assurantiel avec les bailleurs étrangers, qui impliquent le transfert de propriété des avions à des structures russes, notamment via la société publique NLK-Finansrattachée à Rosaviatsia. À la mi-2025, des accords avaient été conclus ou étaient en phase finale pour 208 avions sur les quelque 400 restés en Russie après 2022, pour un coût estimé à au moins 460 Md RUB, dont une partie financée par le Fonds national de bien-être.

Prévisions revues à la baisse pour le trafic aérien russe en 2025

Vedomosti, 19 décembre – Le ministère russe des Transports a abaissé sa prévision de trafic passagers pour 2025 à 107,5 millions de voyageurs, soit -3,8 % par rapport à 2024 (111,7 millions) et en deçà de l'estimation initiale de 109,7 millions. Selon le ministère, cette révision s'explique par l'absence de livraisons de nouveaux appareils sous sanctions et par la sortie progressive d'avions étrangers (Airbus, Boeing, Embraer) pour des raisons techniques, après plusieurs années d'exploitation intensive. Le parc des principales compagnies continue ainsi de se contracter, passant de 1 302 appareils fin 2024 à 1 135 au 6 octobre 2025 (dont 1 088 opérationnels), tandis que les premières livraisons d'avions russes import-substitués (MS21, SJ-100) sont désormais attendues fin 2026. Dans ce contexte, la baisse du trafic pourrait entraîner une réduction de 3 à 8 % des revenus du secteur en 2025 à prix

constants, partiellement compensée par la hausse des tarifs, mais au prix d'une pression accrue sur les marges du fait de la montée des coûts et du recul de la flotte.

Industrie

Restrictions accrues sur les équipements de mesure importés

Vedomosti, 16 décembre – Le ministère russe de l'Industrie et du commerce envisage de durcir le régime des achats publics en limitant l'accès des équipements étrangers de contrôle et de mesure, notamment les générateurs et analyseurs de signaux utilisés dans les télécommunications (2G–5G), l'aéronautique, le spatial, la défense et les drones. Selon un projet de modification du décret gouvernemental N°1875, ces équipements pourraient être intégrés au « deuxième niveau » du régime national, impliquant une restriction d'accès dès lors qu'une alternative russe existe. D'après le ministère, la dépendance reste élevée : la part des générateurs de signaux russes n'atteint que 15,5 % du marché et celle des analyseurs de signaux et de spectre 13 %, bien que les industriels nationaux déclarent pouvoir couvrir plus de 60 % de la demande. Les autorités justifient la mesure par les risques liés aux importations parallèles (absence de garanties, équipements reconditionnés) et par des enjeux de sécurité technologique. Le marché est aujourd'hui dominé par des acteurs occidentaux tels que Keysight et Rohde & Schwarz, considérés comme des standards de référence. Cette initiative s'inscrit dans la stratégie de substitution aux importations : elle pourrait soutenir la montée en charge des fabricants locaux, mais au prix de tensions à court terme pour les secteurs les plus exigeants technologiquement, faute d'équivalents nationaux pleinement comparables.

Essais de production de GAC à Saint-Pétersbourg

Vedomosti, 17 décembre – Le groupe russe AGR a produit à l'automne 2025 une série pilote de 40 à 50 véhicules de la marque chinoise GAC sur l'ex-usine Hyundai de Saint-Pétersbourg, principalement des modèles GS3 et M8, vendus via le réseau Avilon,

sans toutefois passer au stade de la production en série. Selon des sources industrielles, cette prudence s'explique par les craintes de GAC face à d'éventuelles sanctions secondaires, la maison-mère préférant différer toute localisation industrielle en Russie tant que le contexte géopolitique reste incertain. En janvier-novembre 2025, GAC a écoulé 19 190 véhicules en Russie (+7,7 % en glissement annuel), soit une présence encore insuffisante pour charger durablement les capacités d'AGR, estimées à 100 000–150 000 véhicules par an. AGR, qui a racheté début 2024 les deux usines de Hyundai pour un montant symbolique, assemble actuellement des modèles Solaris à partir de kits existants (près de 22 000 unités produites en 2024) et cherche de nouveaux partenaires afin d'assurer la montée en charge de ses sites, dans un contexte où la hausse programmée du recyclage automobile et la politique de points de localisation renforcent l'intérêt économique d'une production locale.

Environnement des affaires

Poursuite de la banque centrale de Russie contre Euroclear

Interfax, 17 décembre – La banque de Russie a intenté une action en justice devant le tribunal arbitral de Moscou contre le dépositaire belge Euroclear Bank S.A./N. V. à hauteur de 18,2 billions de roubles, soit 195,5 milliards d'euros au taux officiel du 12 décembre, lorsque la banque centrale avait annoncé un recours en justice. Le dossier sera examiné à huit clos, le 16 janvier. Les exigences de la Banque de Russie sont liées au blocage des actifs de la Russie dans le dépositaire belge. La banque centrale a également déclaré qu'elle envisageait la possibilité de protéger les intérêts devant les tribunaux internationaux avec l'exécution ultérieure des actes de ces tribunaux dans les États membres de l'ONU.

Probabilité de saisie des actifs de Rio Tinto en Mongolie suite au litige avec Rusal

Kommersant, 15 décembre – La cour d'arbitrage de Kaliningrad a satisfait la demande de Rusal à la compagnie minière et métallurgique Rio Tinto pour récupérer 104,75 milliards RUB suite à la perte de sa part de 20% dans l'usine d'aluminium australienne QAL en 2022, qu'il possédait avec le groupe australo-britannique Rio Tinto. En Russie, Rio Tinto n'a pas d'actifs, mais selon les experts, Rusal pourrait essayer d'obtenir une indemnisation en Mongolie, où Rio Tinto possède l'un des plus grands gisements de cuivre au monde. À l'avenir, Rusal et Rio Tinto pourraient progressivement arriver à une formule d'échange d'actifs lorsque la société russe recevra un actif Rio Tinto en compensation de la perte de 20% de sa participation dans QAL. Or, Rio Tinto a refusé de reconnaître la décision de la cour d'arbitrage de Kaliningrad.

Mesures confiscatoires à l'égard de Raiffeisenbank

Kommersant, 18 décembre – La cour d'arbitrage de Kaliningrad a ordonné Raiffeisenbank à payer 339 M EUR dans le cadre d'une procédure intentée par Rasperia trading Limited. La banque a déjà déclaré qu'elle ferait appel de la décision et formerait une réserve pour la totalité du montant. Le tribunal a accéléré l'examen de la demande et a répété en partie les conclusions de l'affaire précédente, dans laquelle Rasperia avait déjà reçu une indemnisation pour la perte de 27,8% des actions de Strabag.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Moscou

Rédaction : Service économique régional de Moscou

Abonnez-vous : Moscou@dgtresor.gouv.fr